

La France est très exposée à la montée du protectionnisme

 lesechos.fr/economie-france/conjoncture/la-france-est-tres-exposee-a-la-montee-du-protectionnisme-

2 octobre
2019



Par Guillaume de Calignon

Publié le 2 oct. 2019 à 16h06

Mis à jour le 2 oct. 2019 à 17h14

Dans quelle mesure l'économie française pourrait-elle être affectée par une éventuelle nouvelle aggravation de la guerre commerciale ? C'est à cette difficile question que tente de répondre une étude de la Fabrique de l'industrie, un groupe de réflexion, présentée ce mercredi. A première vue, la France paraît assez exposée au regain de protectionnisme dans le monde.

En 2015, dernière année pour laquelle les chiffres sont disponibles, la part de la valeur ajoutée provenant de l'étranger dans les exportations de la France atteignait 21 %, un chiffre sensiblement équivalent à celui de l'Allemagne. Cette statistique montre que l'Hexagone est bien intégré dans les chaînes de valeur mondiales.

Des économies interdépendantes

Pourtant, quand on regarde l'Union européenne dans son ensemble, les exportations du Vieux Continent ne comptaient que 12 % de valeur ajoutée étrangère. C'est un peu plus que les Etats-Unis mais moins que la Chine. Car l'insertion d'un pays dans la

mondialisation dépend en grande partie de sa taille. Un grand pays comme les Etats-Unis est plus susceptible d'intégrer des consommations intermédiaires venant d'autres industriels américains dans sa production pour ensuite l'exporter. En clair, en Europe, les chaînes de valeurs sont d'abord régionales, les économies européennes sont particulièrement interdépendantes. Conséquence, la solution passe par l'UE et non par pays.

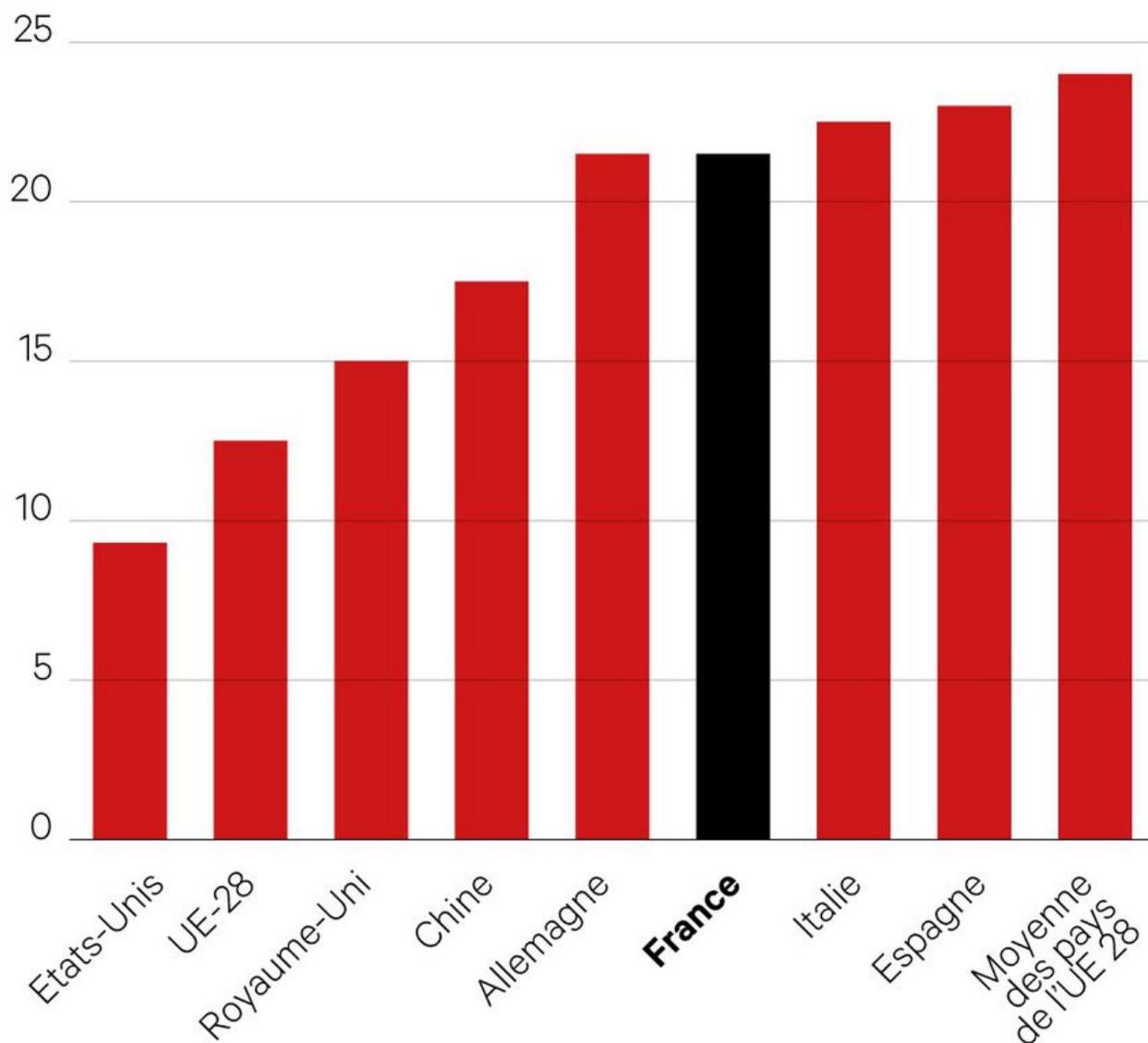
Comme le remarque Vincent Vicard, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), « *l'Union européenne est une sorte de police d'assurance contre le risque protectionniste.* »

Les pays européens plus dépendants de l'extérieur

Par ailleurs, « *la fabrication des produits manufacturés français et allemands passe par davantage d'étapes de production à l'étranger que les produits chinois et américains* », souligne Anne-Sophie Alsif, économiste à la Fabrique de l'industrie et coauteur de l'étude. Les pays européens sont donc plus dépendants de l'extérieur que leurs concurrents.

Enfin, l'étude montre que les tissus productifs chinois, européen et américain ont évolué très différemment depuis 2005. L'UE a tendance à s'ouvrir sur l'extérieur tandis que la Chine, elle, s'est refermée. Ainsi, « *la part de la valeur ajoutée chinoise dans la demande finale manufacturière française a augmenté continûment et substantiellement : de 2,5 % en 2005 à 6,9 % en 2015* », selon l'étude. Le constat est le même pour l'Allemagne. Or, dans le même temps, la part domestique dans la valeur ajoutée chinoise est passée de 69,6 % à 78,1 %.

Part de la valeur ajoutée étrangère contenue dans les exportations brutes En 2015, en %



« LES ÉCHOS » / SOURCE : CEPII

« Des objectifs industriels et commerciaux communs »

En clair, la France et l'Allemagne sont de plus en plus dépendantes des produits chinois tandis que la Chine, elle, est de moins en moins dépendante de l'extérieur. « *Il s'agit clairement d'une volonté politique de la Chine de moins dépendre des pays étrangers, comme l'a ensuite montré le plan quinquennal de 2015 intitulé 'Made in China'* », considère Anne-Sophie Alsif. L'importance des productions américaines pour les pays européens, est, elle, restée stable.

D'où la conclusion de l'étude : dans un monde basé sur le rapport de force, « *la France ne pourra pas faire face seule aux superpuissances, notamment à la Chine. La question de l'accès au marché chinois reste entière et doit être posée au niveau européen* ». Pour les auteurs, il

est urgent que les Etats-membres définissent « *des objectifs industriels et commerciaux communs* ». Malheureusement, en la matière, les intérêts à court terme divergent souvent sur le Vieux Continent, notamment entre la France et l'Allemagne.

Guillaume de Calignon